

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

*Séance du 05 décembre 2023*

Membres afférents au Conseil Municipal :	15		
En exercice :	15	Présents	09
Procuration :			01

Votes : Pour 10 - Contre : 00 - Abstention : 00 - Convocation le 30/11/2023

L'an deux mille vingt-trois, le cinq décembre à vingt heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Michelle DUVAULT, Maire.

**Présents :** Mme DUVAULT Michelle, M. CARCAILLON Michel, M. MEAUX Frédéric, Mme RAVEL Marie-Suzanne, Mme BIGOT Karen, M. BONNEAU Régis, M. DOS ANJOS Filipe, Mme PAQUE Gaëlle, M. LEROUVREUR Thierry.

**Absents excusés :** Mme GARCIA Jocelyne, Mme AUBECQ Joëlle, M. AUBECQ Nicolas, Mme NIVEAU Béatrice, M. DU MESNIL DU BUISSON Stéphane, et M. GELÉ Stéphane.

**Absent excusé** ayant donné mandat : Monsieur Stéphane DU MESNIL DU BUISSON a donné pouvoir à Madame DUVAULT Michelle.

Madame BIGOT Karen été désignée en qualité de secrétaire de séance.

**2023/12-71 : DEMANDE SUBVENTION DETR 2024 – CONSTRUCTION RESTAURANT SCOLAIRE**

Madame le Maire rappelle à l'assemblée la construction du nouveau restaurant scolaire dont les travaux ont débuté en août dernier.

Madame le Maire rappelle au conseil municipal les dispositifs d'aides en faveur des collectivités et présente les catégories d'investissements prioritaires éligibles au programme 2024 de la Dotation d'Equipement des territoires ruraux (DETR).

La Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR) est allouée par l'Etat.

Par délibération, en date du 17 janvier 2023, le conseil municipal a sollicité l'attribution d'une subvention au titre de la DETR 2023 auprès de la Préfecture pour aider la commune dans le financement de la construction du restaurant scolaire.

Le montant des travaux étant élevé pour la commune, et dans le contexte actuel très inflationniste, le conseil municipal a donc décidé de planifier la construction de ce nouveau bâtiment sur 2 années (2023 et 2024).

Ainsi, pour optimiser l'effet des aides publiques sur l'économie locale, Monsieur le Préfet a souhaité marquer le soutien de l'Etat aux communes rurales en étant attentif à une répartition équilibrée des dotations.

Monsieur le Préfet a accepté d'allouer une subvention au titre de la DETR sur 2 années pour ce même projet.

L'opération « construction du restaurant scolaire » a donc bénéficié, en 2023, d'une aide de l'Etat pour un montant de 221 248,32 € correspond à la phase 1 des travaux du bâtiment (gros œuvre). Cette attribution a été accordée sur la base de 40 % des travaux engagés (hors taxes) dont le montant s'élève à 553 120,89 €.

Par la suite, Madame le Maire précise donc, qu'il y a lieu de solliciter une subvention, pour la campagne 2024, correspondant à la 2<sup>ème</sup> phase des travaux à réaliser sur l'année 2024.

L'avis d'appel public à la concurrence a été lancé en avril 2023 et en juin les lots de l'appel d'offres relatifs à la construction du restaurant scolaire ont été attribués aux entreprises, pour un montant de 890 137.19 € H.T, soit 11 % d'augmentation par rapport à l'estimation initiale réalisée en 2022.

Madame le Maire présente, comme il suit, le plan de financement des travaux de construction du restaurant scolaire :

DEPENSES		RECETTES	
Etudes de Sols, Contrôle Technique, Mission SPS, plan topographique, bornage	15 598,75 € H.T	DETR 2023 (40 %) DETR 2024	221 248,32 € 134 806,32 €
FRAIS ETUDE MAITRISE D'ŒUVRE	64 640,39 € H.T	FDSR PROJET 2023 FDSR PROJET 2024	110 134,00 € 110 134,00 €
TRAVAUX	890 137,19 € H.T	FDSR SOCLE 2023 FDSR SOCLE 2024	16 444,00 € 16 444,00 €
TOTAL	970 376,33 € H.T	Autofinancement – Emprunt (35%)	300 000.00 €
<b>TVA 20 %</b>	194 075,26 €	Autofinancement - TVA	255 240,95 €
<b>TOTAL TTC</b>	1 164 451,59 € TTC		1 164 451,59 € TTC

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

- décide de mettre en œuvre au cours de l'année 2024, la 2<sup>ème</sup> tranche des travaux de construction du nouveau restaurant scolaire,
- charge Madame le Maire de déposer un dossier de demande de subvention au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR), programme 2024, au taux maximum,
- décide d'inscrire ce programme au budget 2024 et décide de mettre en œuvre la continuité des travaux de construction du restaurant scolaire engagés en 2023,
- s'engage à prendre en autofinancement la part qui ne serait pas obtenue au titre des subventions,
- approuve le plan de financement prévisionnel, et confère toutes délégations à Madame le Maire pour signer les documents afférents au présent dossier.

#### 2023/12-72 - BUDGET 2023 – DÉCISIONS MODIFICATIVES N° 06

Madame le Maire présente la proposition d'inscrire des décisions modificatives au Budget 2023, voté le 28 mars 2023, en procédant aux modifications de crédits telles que figurant dans le tableau ci-après pour faire face, dans de bonnes conditions, aux opérations financières et comptables nécessaires à l'activité de la Commune,

Article	Désignation	F/I	S	Op.	Proposé	Voté
<b>60621</b>	Combustibles	F	D		900.00 €	900.00 €
<b>612</b>	Personnel garderie périscolaire CCTVI	F	D		1 260.00 €	1 260.00 €
<b>023</b>	Virement à la section Investissement	F	D		2 840.00 €	2 840.00 €
<b>6419</b>	Remb. rémunération du personnel	F	R		5 000.00 €	5 000.00 €
<b>2131</b>	Constructions bâtiments publics	I	D	26	1 530.00 €	1 530.00 €
<b>2152</b>	Installations voirie	I	D	27	- 969.00 €	- 969.00 €
<b>2158</b>	Autres installations, matériel, outillage	I	D		969.00 €	969.00 €
<b>2183</b>	Matériel Informatique	I	D		1 310.00 €	1 310.00 €
<b>021</b>	Virement de la section fonctionnement	I	R		2 840.00 €	2 840.00 €



Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité les décisions modificatives susvisées.

#### **2023/12- 73 : SUBVENTION AIPE – ACHAT SAPINS DE NOËL**

Madame le Maire rappelle à l'assemblée que chaque année les agents du service technique installent sur la commune plusieurs sapins pour décorer les rues à l'occasion des fêtes de Noël.

En novembre 2023, l'Association Indépendante des Parents d'Élèves – AIPE - a renouvelé une vente de sapins et a fourni à la Commune 12 sapins (11 sapins de 1 mètre 50 à 22,00 €, et 1 sapin de plus de 5 mètres à 112,00 €).

Madame le Maire propose de verser une subvention exceptionnelle à l'AIPE afin de procéder au règlement de l'achat des sapins de Noël.

Le Conseil Municipal, après délibération, à l'unanimité des présents et des représentés :

- décide d'attribuer une subvention de 332,00 € à l'AIPE,
- dit que les crédits nécessaires à la dépense seront inscrits au Budget Primitif 2024 – article 6574,
- donne pouvoir à Madame le Maire, pour signer tous les documents relatifs à cette décision.

#### **2023/12-74 – ATTRIBUTION MARCHÉ GROUPEMENT DE COMMANDES DES ASSURANCES 2024-2027**

Madame le Maire informe l'assemblée qu'un groupement de commandes des assurances a été institué entre la Communauté de communes Touraine Vallée de l'Indre et les communes de Montbazou, Monts, Saint-Branches, Rivarennes, Thilouze, Veigné, Azay-le-Rideau, Sorigny, Villeperdue, Sainte-Catherine-de-Fierbois, Pont-de-Ruan, et Saché, et le centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) de Touraine Vallée de l'Indre.

La convention de groupement de commandes stipule que Touraine Vallée de l'Indre est le coordonnateur du groupement. Au titre de l'article 3 de ladite convention, le coordonnateur assure toutes les missions préalables à la signature du marché. Il appartient par conséquent à chaque membre de procéder aux opérations de signature et de notification de son propre marché.

Le marché a été dévolu en 5 lots pour une durée de 48 mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Considérant l'estimation globale du marché, fixée à 266 476.94 €, un appel d'offres ouvert a été lancé le 4 août 2023, avec une date de réception des offres fixée le 29 septembre 2023.

La commission d'appel d'offres du groupement s'est réunie le 6 novembre 2023.

Au vu du rapport d'analyse des offres, elle a décidé d'attribuer le marché :

<b>Lot 1 – Dommages aux biens et risques annexes</b>	Groupama
<b>Lot 2 – Responsabilités et risques annexes</b>	SMACL
<b>Lot 3 – Flotte automobile et risques annexes</b>	Groupama
<b>Lot 4 – Protection juridique</b>	Déclaré infructueux
<b>Lot 5 – Cyber-risques</b>	Cyber Cover

Le montant annuel total des offres pour l'ensemble du groupement de commandes selon la formule sans franchises s'élève à 356 559,21 €.

Pour la Commune de PONT-DE-RUAN, le résultat de l'appel d'offres est le suivant :

Lots	Cotisations Annuelles 2022	Cotisations Annuelles 2024
<b>Lot 1 ( Formule B avec franchise à 500 € )</b>	5 612,00	6 477,24
<b>Lot 2</b>	avec lot 1	1 635,00
<b>Lot 3</b>	1 707,00	2 173,53
<b>Lot 4</b>	avec lot 01	Déclaré infructueux
<b>Lot 5</b>	0	1 119,47

VU le Code de la Commande Publique ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code des assurances ;

VU l'avis d'appel d'offres n°23-111837 publié au BOAMP le 07 août 2023 et l'avis d'appel d'offres n° 2023/S152-485646 du 09 août 2023 ;

VU l'avis de la commission d'appel d'offres du groupement de commandes des Assurances de 06 novembre 2023 ;

Considérant que les montants des primes pour les lots 01, 02, 03 et 05 sont excessivement élevés par rapport aux primes versées par la commune en 2022 et qu'elles dépassent le budget disponible,

le conseil municipal, après délibération, à l'unanimité des présents et des représentés, déclare sans suite les différents lots pour motif d'intérêt général, conformément à l'article R.2185-1 du code de la commande publique.

#### **2023/12-75 - ACQUISITION PARCELLE CONSORTS BERRUET**

Madame le Maire rappelle la délibération du Conseil Municipal, en date du 23 mai 2023, par laquelle les membres présents, ont accepté la donation par les consorts BERRUET, d'une parcelle de 12 m².

Cette parcelle cadastrée section B n° 1272, appartenant aux consorts BERRUET, est enclavée et fait partie de l'enceinte de l'école. Cette parcelle est utilisée depuis de nombreuses années pour assurer la desserte du groupe scolaire. Un chemin piétonnier occupe cette propriété.

Cette irrégularité est vraisemblablement la conséquence d'une erreur matérielle lors de la succession de la famille BERRUET.

Maître GEORGES, notaire à SAINT-EPAIN – 37 – a fait savoir que dans le cadre de l'enregistrement de cet acte, les frais d'acte de donation sont plus élevés que ceux d'une vente à l'euro symbolique.

Madame le Maire préconise donc de régulariser cette situation en proposant d'acquérir cette petite parcelle (12 m²), cadastrée section B n° 1272, pour l'euro symbolique.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

- approuve l'acquisition, à l'euro symbolique, de la parcelle, référencée section B n° 1272, sise « Le Bourg », d'une contenance de 12 m² et appartenant aux consorts BERRUET (Madame Jocelyne DELAFRAYE et Messieurs BERRUET Philippe et Eric),

- précise que les frais de l'acte notarié seront à la charge de la commune,

- donne pouvoir à Madame le Maire pour signer tout document relatif à ce dossier et notamment tout acte notarié, essentiel à la réalisation de la vente,

- dit que les crédits nécessaires à la dépense sont prévus au Budget 2023,

- retire la délibération n° 2023/05-27 du 23 mai 2023.

## **2023/12-76 : DÉSIGNATION CORRESPONDANT INCENDIE ET SECOURS**

Madame Michelle DUVAULT, rappelle la délibération, en date du 11 septembre 2023, par laquelle les membres présents ont désigné le Maire en qualité de correspondant incendie et secours, interlocuteur privilégié du SDIS 37 (Service Départemental d'incendie et Secours d'Indre et Loire).

Mais cette délibération appelle des observations de la part des services de la Préfecture, qui dans le cadre de son contrôle de légalité, ont précisé que le décret n° 2022-1091 du 29 juillet 2022 stipule que le Maire doit nommer un correspondant parmi ses adjoints ou conseillers municipaux.

Ainsi, Madame le Maire invite l'assemblée à retirer la délibération du 11 septembre 2023 et demande de délibérer à nouveau afin de désigner un correspondant à choisir parmi les adjoints ou les conseillers municipaux.

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,

- retire la délibération n° 2023/09-54 du 11 septembre 2023,

- désigne Monsieur Michel CARCAILLON en qualité de correspondant incendie et secours de la commune de PONT-DE-RUAN.

## **2023/12-77 : ZONES D'ACCÉLÉRATION DES ENERGIES RENOUVELABLES**

Madame le Maire présente la loi, n° 2023-175 du 10 mars 2023, relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables dite « loi APER » et qui confère un rôle central aux communes dans la planification du développement des énergies renouvelables.

Cette loi relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, dite loi APER, vise à accélérer et simplifier les projets d'implantation de producteurs d'énergie et à répondre à l'enjeu de l'acceptabilité locale.

En particulier, son article 15 permet aux communes de définir, après concertation avec leurs administrés, des zones d'accélération où elles souhaitent prioritairement voir des projets d'énergies renouvelables s'implanter (zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables, ainsi que de leurs ouvrages connexes : ZAENR).

Ces ZAENR peuvent concerner toutes les énergies renouvelables (ENR). Elles sont définies, pour chaque catégorie de sources et de types d'installation de production d'ENR, en tenant compte de la nécessaire diversification des ENR, des potentiels du territoire concerné et de la puissance d'ENR déjà installée (L141-5-3 du code de l'énergie).

Ces zones d'accélération ne sont pas des zones exclusives. Des projets pourront être autorisés en dehors. Toutefois, un comité de projets sera obligatoire, afin de garantir la bonne inclusion de la commune d'implantation et des communes limitrophes dans la conception du projet, au plus tôt et en continu.

Les porteurs de projets seront, quoiqu'il en soit, incités à se diriger vers ces ZAENR qui témoignent d'une volonté politique et d'une adhésion locale du projet ENR.

Madame le Maire précise que :

- pour un projet, le fait d'être situé en zone d'accélération ne garantit pas son autorisation, celui-ci devant, dans tous les cas, respecter les dispositions réglementaires applicables et en tout état de cause l'instruction des projets reste faite au cas par cas,
- l'enjeu est que ces zones soient suffisamment grandes pour atteindre les objectifs énergétiques fixés aux différents niveaux (national, régional, local...),



- L. 314-41. du code de l'énergie prévoit que les candidats retenus à l'issue d'une procédure de mise en concurrence ou d'appel à projets sont tenus de financer notamment des projets portés par la commune ou par l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre d'implantation de l'installation en faveur de la transition énergétique,
- les communes identifient par délibération du conseil municipal, après concertation du public selon les modalités qu'elles déterminent librement.

Compte tenu de ces éléments, Madame le Maire propose la création d'une commission communale afin d'engager une réflexion et d'identifier les zones pour atteindre les objectifs de développement des énergies renouvelables.

Ce groupe de travail aura donc en charge l'identification des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables ainsi que leurs ouvrages connexes.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire, et après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés, nomme, comme il suit les membres de la présente commission :

- Madame Michelle DUVAULT, Monsieur Michel CARCAILLON, Monsieur Frédéric MEAUX, Monsieur Thierry LEROUVREUR, et Madame Gaëlle PAQUE.

#### **2023/12-78 : RETRAIT COMMUNE DE PONT-DE-RUAN DU COMITÉ DE JUMELAGE AZAY-LE-RIDEAU – LASNE**

Madame le Maire rappelle à l'assemblée la délibération du 06 juin 2017, par laquelle les membres présents ont décidé de l'adhésion de la commune de PONT-DE-RUAN au comité de jumelage d'AZAY-LE-RIDEAU et LASNE en Belgique.

Ce comité de jumelage a pour objectif de développer les échanges, en particulier culturels, artistiques et sportifs entre les deux villes.

Mais Madame le Maire expose que les échanges culturels et sportifs avec les associations, les écoles de la commune ont été inexistantes depuis 2017.

Elle précise que les festivités et les manifestations sont principalement concentrées sur la commune d'AZAY-LE-RIDEAU lors des échanges franco-belges.

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés, décide le retrait de la commune de PONT-DE-RUAN du comité de jumelage AZAY-LE-RIDEAU – LASNE, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

#### **2023/12-79 : ESPACE LOISIRS DE LA CHÂTAIGNERAIE – CIRCUIT CHRISTIAN MEUNIER – TARIFS DES ROULAGES**

Madame le Maire rappelle la délibération, du 19 juin dernier, par laquelle les membres présents ont accepté que l'Ecurie de la Vallée du Lys Auto – EVLA - encaisse directement les locations des roulages, et en conserve les bénéfices à compter du 1<sup>er</sup> juin 2023.

Monsieur Charles MARIE, Président de l'EVLA a fait savoir que les membres de l'association ont décidé d'augmenter le tarif de la location du circuit Christian MEUNIER afin de couvrir les frais engagés pour la réfection de la piste.

Madame DUVAULT précise que le tarif de la location du circuit est désormais à 250 € pour les essais privés (tarif fixé pour les pilotes licenciés, par voiture et par jour).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

- valide le nouveau tarif de la location du circuit Christian MEUNIER à 250,00 € par véhicule et par jour au profit de l'EVLA,
- confirme à 20 par an, le nombre de roulages autorisés, de 10h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 du lundi au vendredi ;
- confère toutes délégations à Madame le Maire pour signer tout document relatif à ce dossier.

Considérant que cet espace est la propriété des communes de SACHÉ et de PONT-DE-RUAN, Madame le Maire précise que la commune de SACHÉ devra également délibérer dans ce sens.

Par ailleurs, Madame le Maire informe l'assemblée que la commune de SACHÉ a acté la vente à un particulier de la partie du circuit lui appartenant.

Par conséquent, les membres du conseil municipal s'interrogent sur le devenir du circuit et des courses automobiles organisées par l'EVLA.

Monsieur LEROUVREUR se questionne sur la possibilité d'insérer des clauses suspensives dans l'acte de vente des présentes parcelles.

Monsieur CARCAILLON stipule qu'il serait souhaitable de connaître les projets du futur acquéreur sur cette partie du circuit.

L'EVLA qui dispose actuellement de l'ensemble de l'Espace Loisirs de la Châtaigneraie, avec le circuit Christian MEUNIER, devra faire part aux 2 municipalités des travaux engagés sur cet espace et devra se mettre en conformité au regard de l'urbanisme (des bâtiments ont été édifiés sans aucune autorisation).

Les élus sont unanimes pour qu'une concertation soit lancée entre la commune de SACHÉ, l'acquéreur des terrains et l'EVLA afin de coordonner les travaux de mise aux normes qui ont été engagés par l'association pour l'organisation des futures manifestations automobiles.

#### **2023/12-80 - DECISIONS DU MAIRE**

Vu la délibération du conseil municipal n° 2020/05-15, en date du 23 mai 2020, qui en vertu des articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, donne délégation à Madame le Maire pour certaines attributions pendant son mandat, et notamment :

Article 4° : « de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, la signature, l'exécution et le règlement des marchés à procédure adaptée et des accords-cadres d'un montant inférieur à un seuil défini par décret ainsi que toute décision concernant leurs avenants, qui n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat initial supérieur à 5% lorsque les crédits sont inscrits au budget » :

Madame le Maire a utilisé cette délégation pour l'achat :

- Porte PMR – secrétariat de Mairie : 3 094,26 € TTC (Menuiserie THAUVY).
- Ordinateur portable secrétariat de Mairie : 1 126,00 € TTC (ILIANE).
- Onduleur matériel informatique Ecole : 380.40 € TTC (ABS INFRA).
- Ponceuse à bandes – service technique : 969 € TTC (WAGNER DISTRIBUTION).

Article 21° : « d'exercer au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal le droit de préemption défini par le code de l'Urbanisme que la commune en soit titulaire ou délégataire (alinéa 15 de l'article L.2122-22 du CGCT) » :

Madame le Maire informe le conseil municipal de la déclaration d'intention d'aliéner reçue, pour laquelle il a été décidé de ne pas préempter :

- Immeuble à usage d'habitation, sis 03 Allée Sainte Apolline, cadastré section B n° 1114 d'une contenance de 8 a 96 ca.

- **TENNIS CLUB**

Monsieur LEROUVREUR annonce que le Tennis-club compte actuellement 9 membres, il est donc difficile de maintenir des activités avec si peu de personnes.

L'association envisage donc de fusionner avec le club de MONTS. Ce club est très intéressé par l'utilisation des structures de PONT-DE-RUAN, car MONTS ne dispose pas de club-house.

Les 2 clubs échangent actuellement pour être opérationnel à partir de la saison estivale 2024.

- **ECOLE DU TILLEUL – CONSTRUCTION RESTAURANT SCOLAIRE**

Monsieur LEROUVREUR fait un bref compte-rendu de l'état d'avancement des travaux de la construction du restaurant scolaire : le chantier a actuellement 5 semaines de retard sur le prévisionnel (20 à 30 % des travaux du gros-œuvre ont du retard en raison d'une erreur de calcul de la charpente qui est la source de ce désordre).

La prochaine réunion de chantier est fixée au 06 décembre 2023.

- **ROUES DU MOULIN**

Monsieur Laurent AUZANNEAU, président de l'association Patrimoine des Ruanopontins, envisage la remise en état de la roue du Moulin LAMBERT (remplacement des bras en bois et des aubages), afin de pouvoir la remettre en activité. Des études sont actuellement en cours.

Madame DUVAULT annonce que des subventions pourraient être attribuées pour ces travaux, sous condition que ce soit la commune qui porte le projet et l'association pourrait apporter une aide financière. Madame DUVAULT précise que cette action pourrait être inscrite au budget 2025.

Monsieur MEAUX présente le projet, initié par l'Association Patrimoine des Ruanopontins, de la construction d'une silhouette représentant Honoré de Balzac, en fer forgé (projet subventionné par la CCTVI au titre du FACIT - Fonds d'Appui Communautaire à l'Innovation Touristique).

Monsieur BONNEAU se chargera de la construction d'un socle en béton pour y installer cette silhouette dans le jardin du petit moulin.

- **STADE DE FOOTBALL WILLIAM LAMBERT**

Madame DUVAULT fait un bref compte-rendu de la récente réunion qui s'est tenue avec les Maires des 4 communes (ARTANNES, THILOUZE, SACHÉ et PONT-DE-RUAN). Ces communes finançaient, avant la dissolution du SIVOM de la Vallée du Lys, les frais de fonctionnement des structures du stade William LAMBERT.

Depuis la dissolution du SIVOM, les autres communes que PONT-DE-RUAN se désengagent financièrement bien que le club de foot soit toujours une structure intercommunale. Le club de foot, l'ASVL, rencontre donc des difficultés financières.

Le club compte actuellement 290 adhérents.

- **TRAVAUX DE VOIRIE – AMÉNAGEMENT SÉCURITAIRE**

Monsieur CARCAILLON fait part aux élus des travaux à envisager (plateaux, ralentisseurs ...) Rue Saint Brice afin de réduire la vitesse des véhicules en centre-bourg.

Le Conseil Départemental a programmé la réfection de la chaussée de la RD 08 (du centre-bourg jusqu'à l'Allée des Mûriers).

Ainsi Monsieur CARCAILLON doit rencontrer le Directeur du Service Territorial d'Aménagement pour valider et coordonner les travaux de chacun.

La Communauté de Communes Touraine Vallée de l'Indre - CCTVI – a programmé la réfection de la chaussée du Chemin de la Prée jusqu'à l'entreprise Les Pâtisseries de Touraine. Cette portion de voirie est intégrée à la zone artisanale donc les travaux incombent à la communauté de communes.

A l'intersection de l'avenue de la Vallée du Lys avec la Rue Saint Brice, Monsieur MEAUX préconise l'installation d'un panneau « STOP » à la place d'un panneau « Cédez le Passage ».



• **AFFAIRES DIVERSES - TOUR DE TABLE**

La parole est donnée aux élus :

Monsieur MEAUX informe l'assemblée qu'une nouvelle équipe a été élue pour former le Conseil Municipal de Jeunes qui siègera pendant les 2 ans à venir.

Monsieur MEAUX précise qu'un nouveau prestataire, la société API, a été retenu pour la fourniture et la livraison des repas au restaurant scolaire, dès la rentrée en janvier 2024.

Monsieur CARCAILLON a assisté à la commission Assainissement de la CCTVI. Les eaux usées sont de mieux en mieux traitées.

Les systèmes d'assainissement non collectif (fosses toutes eaux) ont été vérifiés. Sur PONT-DE-RUAN (9 sur 13 sont non conformes).

Madame RAVEL fait part que la bibliothèque est dotée d'un nouveau logiciel (pris en charge par la CCTVI), qui est désormais en lien avec la bibliothèque départementale.

Madame RAVEL annonce qu'un conseiller de FRANCE SERVICES (structure qui accompagne les citoyens dans leurs démarches administratives) envisage de tenir une permanence sur la commune, une fois par mois, afin de venir en aide aux personnes qui ne peuvent pas se déplacer.

Le repas des anciens s'est déroulé le 03 décembre 2023 et la distribution des colis de Noël est prévue à compter du 11 décembre 2023 pour les aînés qui n'ont pas pu assister au repas.

Séance levée à 22 h 00

Fonction	Qualité	NOM ET PRÉNOM	signature
Maire	Mme	DUVAULT Michelle	
Secrétaire de séance	Mme	BIGOT Karen	